

PRÉFECTURE DE LA RÉGION CENTRE

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES

ORLÉANS, le 15 FEV. 1988

Y. J. J.

A R R E T E

portant inscription de l'église de YEVRES (Eure-et-Loir) sur
l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Le Préfet, Commissaire de la République de la Région Centre

Commissaire de la République du département du Loiret

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2
modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février
1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61-428
du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires
de la République de région ;

VU le décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments
historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments
historiques ;

VU le décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la
République de région une commission régionale du patrimoine historique
archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de
la région Centre entendue, en sa séance du 21 décembre 1987 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

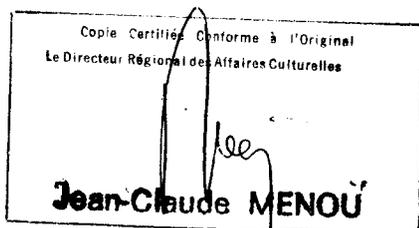
Considérant que l'église paroissiale de YEVRES présente un intérêt d'histoire et d'art
suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de sa qualité
architecturale ;

A R R E T E :

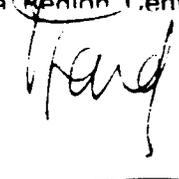
Article 1er : Est Inscrite sur l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, l'église de YEVRES (Eure-et-Loir) figurant au cadastre, section AB sous le numéro 182 d'une contenance de 10 a 28 ca et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Article 3 : Il sera notifié au commissaire de la République du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.



**Le Préfet,
Commissaire de la République
de la Région Centre**



PAUL BERNARD